



## Circulaire 7183

du 18/06/2019

ADDENDUM à la circulaire n°6762 du 27 juillet 2018 - Modèle de rapport d'évaluation  
Enseignement officiel subventionné - Statut des coordonnateurs de centres de technologies avancées – Présentation des mesures transitoires applicables et mise en œuvre de ces mesures en vue de l'entrée en vigueur du nouveau régime au 1<sup>er</sup> septembre 2018

Cette circulaire complète la(les) circulaire(s) : n° 6762

La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution.

Type de circulaire	circulaire informative
Validité	à partir du 01/09/2018

Information succincte	La présente circulaire complète la circulaire n° 6762 en ce qu'elle indique, tant à l'attention des Pouvoirs organisateurs que des membres du personnel concernés, le modèle de rapport d'évaluation à utiliser dorénavant lors de l'évaluation des coordonnateurs de centres de technologies avancées CTA.
-----------------------	---

Mots-clés	Modèle de rapport CTA / Coordonnateur de centres de technologies avancées.
-----------	--

### Etablissements et pouvoirs organisateurs concernés

Réseaux d'enseignement	Unités d'enseignement
Ens. officiel subventionné	Centres de Technologie Avancée (CTA)

### Groupes de destinataires également informés

<p>A tous les membres des groupes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Les services de l'inspection (pour leurs unités respectives)</li><li>Les pouvoirs organisateurs (pour leurs unités et réseaux respectifs)</li><li>Les organes de représentation et de coordination de PO (pour leurs unités et réseaux respectifs)</li><li>Les cabinets ministériels en charge de l'enseignement (pour leurs unités respectives)</li></ul> <p>Aux membres des groupes suivants, pour autant qu'ils soient inscrits au système de distribution :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Les Vérificateurs</li><li>Les organisations syndicales</li></ul>
---

### Signataire(s)

Adm. générale de l'Enseignement, DGPES - Madame Lisa SALOMONOWICZ (DG)
--

## Personne(s) de contact concernant la mise en application de la circulaire

Nom, prénom	SG + DG + Service	Téléphone et email
MPEYE BULA BULA Benoît	AGE - DGPES - SGSCC - Direction des Statuts et du Contentieux	02/413.2158 benoit.mpeyebulabula@cfwb.be

En complément à la circulaire n°6762 du 27 juillet 2018 - Statut des coordonnateurs de centres de technologies avancées – Présentation des mesures transitoires applicables et mise en œuvre de ces mesures en vue de l'entrée en vigueur du nouveau régime au 1<sup>er</sup> septembre 2018, je vous prie de bien vouloir noter que la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné a adopté en date du 8 janvier 2019 une décision relative au modèle de rapport d'évaluation du coordonnateur de centre de technologies avancées prise en application de l'article 44sexies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Cette décision a, par la suite, été approuvée par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019.

Vous trouverez ci-joint ladite décision avec en annexe le modèle de rapport d'évaluation des coordonnateurs de centres de technologies avancées CTA que je vous invite désormais à utiliser pour l'évaluation des coordonnateurs de CTA sous votre responsabilité.

Je vous remercie pour l'attention que vous accorderez à la présente.

**La Directrice générale,**

**Lisa SALOMONOWICZ**



## COMMISSION PARITAIRE CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ

Décision du 8 janvier 2019 relative au modèle de rapport d'évaluation du coordonnateur de centre de technologies avancées prise en application de l'article 44sexies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

En sa séance du 8 janvier 2019, la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné a adopté à l'unanimité la présente décision.

**Article 1<sup>er</sup>.** La Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné adopte pour les membres du personnel et les Pouvoirs organisateurs de l'enseignement secondaire ordinaire officiel subventionné le modèle de rapport d'évaluation du coordonnateur de centre de technologies avancées annexé à la présente.

**Article 2.** La présente décision entre en vigueur à la date de sa signature.

**Article 3.** Les parties signataires demandent au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de rendre obligatoire la présente décision, conformément aux dispositions du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

**Fait à Bruxelles, le 8 janvier 2019**

### **Parties signataires de la présente décision :**

Pour les représentants des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné :

**CECP**

**CPEONS**

Pour les représentants des organisations représentatives des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné :

**CGSP – Enseignement**

**CSC – Enseignement**

**SLFP - Enseignement**

**Enseignement secondaire officiel subventionné**  
**Modèle de rapport d'évaluation du coordonnateur de centre de technologies avancées établi en vue d'une nomination à titre définitif<sup>1</sup>**

**Coordonnées du Pouvoir organisateur :**

Nom :

Adresse :

**Coordonnées de l'établissement :**

Nom :

Adresse :

N° FASE

**Coordonnées du CTA :**

Nom :

Adresse :

**Coordonnées du coordonnateur CTA :**

Nom :

Adresse :

Matricule :

**Préalables**

Cette évaluation est établie sur la base des éléments de référence suivants :

- 
- 
- 

---

<sup>1</sup> Rapport établi en vertu de l'article 44sexies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné dans les 3 mois qui précèdent l'issue de la période de prestation ininterrompue de 600 jours (2 ans) depuis la désignation dans cette fonction. Ce rapport est remis au plus tard à l'issue de cette période, soit au plus tard le 600<sup>ème</sup> jour (2 ans de date à date).

Ce rapport est à établir en trois exemplaires, le premier à l'attention du coordonnateur CTA, le deuxième à l'attention du Pouvoir Organisateur et le troisième à verser dans le dossier administratif du coordonnateur CTA.

①

**Appréciation des activités menées par le coordonnateur CTA<sup>2</sup>**

②

**Commentaires, conseils et perspectives**

---

<sup>2</sup> Ce rapport doit être précis et porter sur tous les éléments relatifs à la manière dont le coordonnateur CTA s'est acquitté de sa tâche.

③ **Mention d'évaluation attribuée le .....**

FAVORABLE (1)

DEFAVORABLE (1)

Pour le Pouvoir organisateur

Signature

④ **Prise de connaissance par le coordonnateur CTA :**

Date

Signature

D'accord (1)

Pas d'accord (1)

⑤ **Rapport remis au coordonnateur CTA:**

- Par un envoi recommandé avec accusé de réception (1)

- Par réception d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception (1)

**En cas de recours**

⑥ *Le coordonnateur CTA qui se voit attribuer une mention défavorable peut introduire par recommandé, dans les 10 jours calendrier, un recours contre ce rapport devant la Chambre de recours, selon la procédure décrite à l'article 44sexies, §5 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.*

Le recours est introduit auprès de :

Chambre de recours de l'enseignement OS du niveau secondaire, ordinaire et spécialisé.

Adresse de la Chambre de recours : **Ministère de la Communauté française  
AGE - DGPES - SGSCC  
Secrétariat des Chambres de recours  
Boulevard Léopold II, 44  
1080 Bruxelles**

Copie du recours doit être adressée immédiatement au Pouvoir organisateur

(1) Biffer la/les mention(s) inutile(s)

⑦

Date d'introduction du recours auprès de la Chambre de recours :  
.....

Date et avis de la Chambre de recours<sup>3</sup> : .....

⑧

**Décision du Pouvoir organisateur en date du ..... suite à l'avis de la  
Chambre de recours, communiquée au coordonnateur CTA  
le.....**

FAVORABLE (1)

DEFAVORABLE (1)

Pour les motifs suivants .....

.....  
.....  
.....

Pour le Pouvoir organisateur

Signature

(1) Biffer la/les mention(s) inutile(s)

---

<sup>3</sup> Avis repris en annexe